

NON A LA PENSEE UNIQUE! OUI A LA LIBERTE DE PENSER ET DE CHERCHER! SOUTIEN AU CAMARADE SAÏD BOUAMAMA VICTIME D'UNE CENSURE PILOTEE PAR LE RN

« Depuis 2015, dans un contexte social et politique français marqué par l'urgence, les perspectives des études sur l'extrémisme violent se sont polarisées sur la « radicalisation » dite « djihadiste ». Mais, l'actualité le démontre, différentes violences extrêmes se déploient sous des formes aussi discrètes que spectaculaires, dont des violences politiques et/ou xénophobes. D'autres pays articulent, d'ailleurs, ces différentes expressions de la « radicalisation » violente, dans leurs actions de prévention. »

Voilà ce que dit en substance l'introduction au programme du colloque "Mécaniques de « l'extrémisme violent »" qui devait restituer les 3 et 4 juillet dernier à Bobigny un travail de recherche de 4 années impliquant divers domaines de la recherche scientifique.

Or ce colloque à portée internationale, puisqu'il regroupait des chercheurs de pays comme le Brésil, le Canada, les USA, le Tchad et la Belgique, a été terni par le « boycott » des autorités à savoir le président du Conseil Départemental, la préfète déléguée à l'égalité des chances du 93, la procureure de la République du 93 ainsi que la secrétaire générale du Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de

la Radicalisation (CIPDR), pourtant parties prenantes et financeurs du programme de recherche. En outre, le chercheur Saïd Bouamama, sociologue contributeur à ces travaux, s'est vu interdire de participation et de parole au colloque par l'institution porteuse.

Quand le RN souffle le chaud et le froid

Ce boycott des institutions ainsi que cette censure du sociologue et camarade Saïd Bouamama est le résultat de la pression exercée par le RN à travers une lettre ouverte adressée au Ministre de l'Intérieur par Jordan Bardella, la nouvelle icône du parti fasciste. Dans cette lettre, après avoir dénoncé d'illusoires collusions « islamo-gauchistes de Saïd Bouamama, Jordan Bardella exige de l'Etat de refuser de participer à ce colloque, montrant le véritable visage de ce que serait une gouvernance RN :

Pensez-vous que leur offrir une tribune et une légitimité puisse aider en quoi que ce soit à la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation islamiste en Seine-Saint-Denis ? Ne pensez-vous pas qu'au contraire, ces discours haineux, victimaires et « indigénistes » contribuent à ces fléaux ?
Comptez-vous demander à Mme Muriel Domenach et Mme Fadela Benrabia de revenir sur leur participation à ce colloque pour ne pas compromettre votre



Ministère avec de tels individus ?

Si la Préfecture de Seine-Saint-Denis est bien partenaire de cet événement, comptez-vous exiger d'elle qu'elle lui retire rapidement et officiellement son soutien ? »

Et les autorités de s'empresser d'obtempérer !

Bien sûr, les propos du Rassemblement National ne nous étonnent en rien car cette vision est celle qu'il voudra imposer si d'aventure il accédait au pouvoir : celle de la pensée unique non critiquable, celle qui ne souffre d'aucun débat, la recherche ne pouvant servir qu'un but : celle de rallier leurs arguments. Depuis de nombreuses années déjà Saïd Bouamama est une cible privilégiée du parti fasciste... mais aussi en son temps, des intégristes du GIA. C'est pourquoi l'accuser de « *complaisance avec le djihadisme* » comme le rapporte figarovox et valeurs actuelles ferait beaucoup rire si l'heure n'était pas aussi grave. Car aux attaques venant de l'extrême droite s'ajoutent celles des laïcards bien-pensants qui érigent la laïcité non pas en un instrument de tolérance mais en un dogme qui ne souffre donc d'aucune critique, surtout s'il s'agit de la question de l'Islam. Pourtant il suffirait de lire l'intervention de Saïd Bouamama à ce colloque pour comprendre qu'il est à cent lieues de la complaisance dont on veut l'affubler.

Qui cautionne réellement les djihadistes ?

A ce jeu-là, il y a beaucoup de pompiers pyromanes. Tous les engagements récents de la France au moins depuis le début des années 2000 indiquent des collusions troubles entre l'Etat français et les constellations djihadistes. En 1^{er} lieu, l'Etat français entretient des relations (c'est-à-dire qu'il leur vend des armes) avec les pétro-théocraties du Moyen Orient, Arabie Saoudite en tête, qui financent à tour de bras tous les groupuscules djihado-fascistes œuvrant sur les différents champs de bataille : Syrie, Libye, Mali, Nigéria...

Nicolas Sarkozy, en Libye, a soutenu militairement les fractions djihadistes qui ont fait tomber Khadaffi. On voit le résultat lamentable de cette opération de « *démocratisation* ».

M Laurent Fabius, Ministre des Affaires Etrangères, déclare en décembre 2012 que selon leurs alliés syriens le Front Al Nosra, qui n'est autre que la branche syrienne d'Al Qaida, faisait du « *bon boulot* » en Syrie. Et d'ajouter « *...l'Arabie saoudite, qui a offert 100 millions de dollars pour aider la population syrienne...* ». Effectivement, on est heureux d'apprendre que l'Arabie Saoudite s'inquiétait de la situation de la population syrienne : on peut voir actuellement les effets bénéfiques de cette aide sur le

peuple syrien comme on peut voir également les effets bénéfiques de l'intervention au Yémen utilisant des armes vendues par la France qui plus est !

Les actions de ces constellations djihado-terroristes, qui d'un continent à un autre, d'un pays à un autre, vont changer de nom pour se redonner une nouvelle virginité ne font que servir les visées expansionnistes et d'appropriation des richesses opérées par les impérialismes étatsunien et européen avec leurs vassaux du golfe.

En France, on veut museler la pensée critique

Le Président Macron et son équipe ont voulu faire croire aux Français lors des élections européennes qu'il était le rempart contre l'extrême droite. La censure opérée sur les travaux de Saïd Bouamama sous l'injonction du Rassemblement National montre au contraire qu'en guise de rempart, Macron sert plutôt de marchepied au parti fasciste.

La dérive autoritaire qui s'exerce de plus en plus inexorablement en France contre toute velléité de contestation (militants syndicaux, Gilets jaunes, grévistes des notes du Bac...) en utilisant un arsenal répressif jamais égalé, touche aussi celui de la pensée et de la liberté de la recherche.

Tarissement des financements publics, caporalisation de la recherche, auquel s'ajoute le « *devoir de réserve* » inscrit dans la loi Blanquer dite de « *l'école de la confiance* » qui vise explicitement les enseignants et leur liberté de critiquer les réformes de l'Education Nationale....

La censure opérée sur les travaux de Saïd Bouamama constitue un précédent d'une extrême gravité. Elle porte atteinte à la liberté de porter une pensée critique, de la mettre même en débat. En un mot, elle veut museler la recherche...

Il faut défendre la recherche scientifique contre l'obscurantisme et contre la lepénisation des esprits.

